



Rapport annuel de situation 2009

présenté par

le Gouvernement de

[**UNION DES COMORES**]

Année faisant l'objet du rapport : **2009**

Demande de soutien pour l'année : **2011**

Date de présentation : **15 MAI 2010**

Date limite de présentation : 15 mai 2010

Veillez envoyer une copie électronique du rapport annuel de situation ainsi que de ses annexes à l'adresse de courriel suivante : apr@gavialliance.org

Un exemplaire imprimé peut être envoyé au :

**Secrétariat de GAVI Alliance
Chemin des Mines 2
CH 1202 Genève
Suisse**

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à : apr@gavialliance.org ou aux représentants d'une institution partenaire de GAVI. Les documents pourront être portés à la connaissance des partenaires de GAVI, de ses collaborateurs et du public.

Note : Avant de commencer à remplir ce formulaire, procurez-vous comme document de référence la copie électronique du rapport annuel de situation et de toute demande de soutien de GAVI ayant été présentée l'année précédente.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU SOUTIEN DE GAVI ALLIANCE

FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil d'administration de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

AMENDEMENT DE LA PRÉSENTE SOUMISSION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport annuel de situation s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans sa demande de soutien. L'Alliance instrumentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans sa demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans cette demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

CONFIRMATION DE LA VALIDITÉ JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le gouvernement confirment que sa demande de soutien et son rapport annuel de situation sont exacts et corrects et représentent un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans cette demande et amendés, le cas échéant, dans le rapport annuel de situation.

CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il respecte ses obligations.

UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX

Il incombe au pays de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien sous forme d'apport de fonds de GAVI. Le pays confirme qu'il assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien de GAVI en apport de fonds qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

ARBITRAGE

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. La langue de l'arbitrage sera l'anglais.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit : GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans cette demande, y compris et sans limitation toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente soumission.

En remplissant ce rapport annuel de situation, le pays informera GAVI :

- des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI l'an dernier ;
- des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter ;
- du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement ;
- de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés ;
- de la manière dont GAVI peut rendre le rapport annuel de situation plus adapté aux besoins des gouvernements partenaires tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance.

Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant leur signature sur la présente page, les représentants du Gouvernement attestent de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées à la page 2 du présent rapport annuel de situation.

Pour le Gouvernement de **UNION DES COMORES**

Veuillez noter que ce rapport annuel de situation ne sera ni révisé ni approuvé par le Comité d'examen indépendant s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé) :

Titre : **Ministre de la Santé, de la Solidarité et de la Promotion du Genre**

Signature :

Date :

Ministre des Finances (ou son représentant autorisé) :

Titre : **Vice-président chargé du ministère des Finances, du Budget et de l'Entrepreneuriat Féminin**

Signature :

Date :

Ce rapport a été préparé par :

<p>Nom complet : Dr Saïnda MOHAMED</p> <p>Fonction : Coordinatrice Nationale du PEV</p> <p>Téléphone : 00 (269) 773 80 70/ 332 04 48</p> <p>Courriel : saindamoh@yahoo.fr ou cnpev@comorestelecom.km</p>	<p>Nom complet</p> <p>Fonction.....</p> <p>Téléphone.....</p> <p>Courriel.....</p>
<p>Nom complet</p> <p>Fonction.....</p> <p>Téléphone.....</p> <p>Courriel.....</p>	<p>Nom complet</p> <p>Fonction.....</p> <p>Téléphone.....</p> <p>Courriel.....</p>

Page des signatures du CCI

Si le pays fait rapport sur le soutien SSV, SSI ou SVN

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCI) sur la vaccination, avalisons le présent rapport. La signature de la page d'aval du présent document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant ce formulaire, les membres du CCI confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils ont été gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
Dr Ikililou Dhoinine	Ministère des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat féminin		
Mr Hodhoaer Inzouddine	Ministère de la Santé, de la Solidarité et de la Promotion du Genre		
Dr El Badaoui Mohamed	Pharmacie Nationale Autonome des Comores		
Dr Moussa Mohamed	Direction Nationale de la Santé		
Dr Abdou Ousseni	Direction de la Lutte contre la Maladie		
Dr Karima Abdérémane	Direction de la Promotion de la Santé		
Mr Daniel Ali Ismaël	Croissant Rouge Comorien		
Dr Kassankogno Yao	OMS		
Mme Joan French	UNICEF		
Mr Mamadou Boina Maécha	UNFPA		

Si le CCI le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org
Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

.....
.....

Observations du Groupe de travail régional :

.....
.....
.....

Rapport annuel de situation 2009 : Table des matières

Ce rapport rend compte des activités menées entre janvier et décembre 2009 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2011

1. Gestion du programme général

- 1.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés. Tableau 1 en annexe 1
- 1.2 Résultats de la vaccination en 2009
- 1.3 Évaluation des données
- 1.4 Dépenses globales et financement de la vaccination
- 1.5 Comité de coordination interagences (CCI)
- 1.6 Activités prioritaires en 2010-11

2. Soutien aux services de vaccination (SSV)

- 2.1 Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2009 (récompenses reçues)
- 2.2 Gestion des fonds du SSV
- 2.3 Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009
- 2.4 Demande de récompense au titre du SSV

3. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

- 3.1 Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2009
- 3.2 Introduction d'un nouveau vaccin en 2009
- 3.3 Rapport sur le financement conjoint du pays en 2009
- 3.4 Évaluation de la gestion des vaccins/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins
- 3.5 Changement de présentation d'un vaccin
- 3.6 Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins
- 3.7 Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2011

4. Liste de contrôle

5. Observations

Annexes

Annexe 1 : Calcul du soutien SSV-SVN accordé à **[UNION DES COMORES]** pour 2011 [fichier Excel joint]

Annexe 2 : Informations à fournir et exemple d'état financier du SSV

Liste de tableaux dans le rapport annuel de situation 2009

Section du rapport	Numéro du tableau	Endroit où se trouve le tableau	Titre
1.1	Tableau 1	Annexe 1	Données de référence et objectifs annuels actualisés
1.4	Tableau 2	Formulaire du rapport	Dépenses globales et financement de la vaccination en \$US
2.5	Tableau 3	Annexe 1	Calcul de la prime de SSV
3.1	Tableau 4	Formulaire du rapport	Vaccins reçus pour les vaccinations de 2009
3.3	Tableau 5	Formulaire du rapport	Quatre questions sur le financement conjoint du pays en 2009
3.7	Tableau 6	Annexe 1	Demande de vaccins pour 2011
4.	Tableau 21	Formulaire du rapport	Liste destinée à vérifier que le formulaire de rapport annuel est complet

Liste de pièces justificatives jointes au rapport annuel de situation

1. Compléter la liste si nécessaire ;
2. Numéroté les documents par ordre séquentiel ;
3. Copier le numéro du document dans la section correspondante du rapport annuel de situation

Document n°	Titre	Section du rapport
	Calcul du soutien SSV-SVN accordé à [Union des Comores] pour 2011 (annexe 1)	1.1 ; 2.4 ; 3.7
	Comptes rendus de toutes les réunions du CCI tenues en 2009	1.5
	État financier relatif à l'utilisation des fonds SSV pendant l'année calendaire 2009	2.3
	Rapport de vérification externe des comptes des fonds du SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent (si disponible)	2.3
	État financier des dépenses des fonds au titre de l'allocation d'introduction des nouveaux vaccins pendant l'année calendaire 2009	3.2.3
	Rapport de la dernière évaluation de la gestion des vaccins (VMA)/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins (EVSM)	3.4
	Compte rendu de la réunion du CCI ayant approuvé le changement de présentation vaccinale (s'il n'a pas été inclus dans les comptes rendus cités ci-dessus)	3.5
	Nouveau PPAC pour les années	3.6
	Compte rendu de la réunion du CCI ayant approuvé la demande du pays d'une prolongation du soutien aux nouveaux vaccins pour les années..... (s'il n'a pas été inclus dans les comptes rendus cités ci-dessus)	3.6

1. Gestion du programme général

1.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés (remplir le tableau 1 à l'annexe 1 - Excel)

Les chiffres pour 2009 figurant au tableau 1 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **formulaire de rapport conjoint OMS/UNICEF pour 2009**. Les chiffres pour 2010-15 présentés dans le tableau 1 doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans de précédents rapports annuels de situation ou dans une nouvelle demande de soutien de GAVI ou encore dans le PPAC.

Dans l'espace ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport annuel de situation et ceux des documents de référence :

*Justifiez tout changement apporté au nombre de **naissances** :*

*Justifiez tout changement apporté au nombre de **nourrissons survivants** :*

*Justifiez tout changement apporté aux **objectifs par vaccin** : Les changements ici concernent plus les chiffres absolus que les objectifs en termes de pourcentage. Nous avons mis des chiffres absolus dans le RAS pour l'année 2008, qui ne correspondaient pas à notre objectif de couverture vaccinale en DTC-HépB-Hib3 et VPO3. Aussi dans le présent rapport, les couvertures vaccinales projetées sont les mêmes que celles d'avant, mais nous avons corrigé les cibles à vacciner en terme de chiffre absolu pour le DTC-HépB-Hib3 et VPO3.*

*Justifiez tout changement apporté au **taux de perte par vaccin** :*

1.2 Résultats de la vaccination en 2009

Veuillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport annuel de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2009 et la manière dont ils ont été levés :

Durant l'année 2009, des activités de vaccination intensive ont été menées au milieu et à la fin de l'année.

En outre avec l'introduction du nouveau vaccin et l'appui en véhicule pour les stratégies avancées, cela a permis d'améliorer la couverture vaccinale dans les districts de la Grande Comore surtout.

Ainsi, le pays a pu atteindre l'objectif fixé en obtenant une couverture vaccinale de 83,34% en DTC-HépB-Hib3.

Concernant la surveillance, 9 cas de PFA ont été investigués et tous les 9 étaient non polio sauvage: 2 étaient des cas de POLIO SABIN et 2 autres étaient des entérovirus non polio. Les 5 autres cas sont inconnus.

Pour ce qui est de la rougeole seulement 20 cas suspects ont été envoyés au laboratoire et 1 seul était positif.

Aucun cas de tétanos n'a été notifié en 2009.

Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

La couverture en TT2+ chez les femmes enceintes semble très basse : cela est lié d'une part au fait que les données sont sous-estimées, vu que beaucoup de femmes enceintes se font consulter en privé et que nous n'avons pas ces données là surtout pour celles qui ont déjà un statut complet en VAT ; et d'autre part au fait que certaines femmes perdent leurs carnets et ne savent plus quel est leur véritable statut.

1.3 Évaluation des données

1.3.1 Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle¹).

Il n'existe aucun écart significatif

1.3.2 A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2008 ?
[OUI / NON]. DANS L’AFFIRMATIVE :

Veuillez décrire cette/ces évaluation(s) et indiquer quand elles ont eu lieu.

Aucune évaluation des systèmes de production des données administratives n'a été effectuée.

1.3.3 Veuillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2008.

L'outil de collecte des données (fiche de rapport d'activités mensuel du PEV) a été amélioré afin de pouvoir prendre en compte le maximum d'information sur la couverture vaccinale, le taux de perte, la surveillance des maladies, la vaccination des femmes enceintes et en âge de procréer et de celles qui ont déjà fini leur vaccins.
La matrice de compilation des données au niveau intermédiaire et national (version électronique) a été revue et améliorée en conséquence, afin de permettre le traitement et l'analyse des données provenant de la périphérie, et de réduire les erreurs lors de la saisie des données, en utilisant un système de verrouillage de certaines cellules.
Enfin, lors de supervisions formatives du niveau central vers la périphérie, un contrôle des données est toujours effectué, en comparant les données envoyées au niveau central en version électronique et celles existants au niveau périphérique en version papier.

1.3.4 Veuillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

L'outil de collecte des données a été installé dans tous les districts où il y a un matériel informatique afin de faciliter la collecte et l'analyse à la fin du mois et éviter que les données ne soient pas envoyées par manque d'outil de collecte
La périphérie envoie leurs données tous les mois au niveau intermédiaire, et en même temps ils s'approvisionnent en vaccins.
Le niveau central voudrait mettre à la disposition des responsables PEV de chaque île, une ligne internet afin d'accroître la promptitude des données car la plupart du temps c'est l'envoi du fichier électronique compilé, vers le niveau central, qui pose problème.

1.4 Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet du tableau 2 est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir le tableau en utilisant des \$US.

¹ Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2009 ne seront disponibles qu'en juillet 2010 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

Tableau 2 : Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs), en \$US.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses Année 2009	Inscrites au budget Année 2010	Inscrites au budget Année 2011
Vaccins traditionnels ²	30 488	34 119	33 667
Nouveaux vaccins	?	163 135	167 029
Matériel d'injection avec des seringues autobloquantes	?	30 365	32 461
Matériel d'injection avec des seringues autres que les seringues autobloquantes VAR ET BCG UNICEF	3337	10 512	13000
Équipement de la chaîne du froid	0	27 192	31 602
Coûts de fonctionnement	69 823	176 948	183 251
Autres (veuillez préciser) surveillance	50 000	54 000	50 000
Total PEV			
Total dépenses gouvernementales de santé			

Taux de change utilisé	1\$ = 392 kmf
-------------------------------	----------------------

Veuillez décrire les tendances des dépenses et du financement de la vaccination pour l'année faisant l'objet du rapport, par exemple les différences entre les prévisions de dépenses, de financement et de déficit et la situation réelle. Expliquez en détail les raisons des tendances rapportées et décrivez les perspectives de viabilité financière pour le programme de vaccination au cours des trois prochaines années ; indiquez si les déficits de financement sont gérables, s'ils constituent un obstacle ou s'ils sont très inquiétants. Dans les deux derniers cas, veuillez expliquer les stratégies mises en œuvre pour combler les déficits et indiquez les sources/causes des déficits.

Durant l'année 2009, l'Union des Comores a eu à participer au cofinancement du pentavalent à hauteur de 2,5 millions de francs comoriens soit 4 675 euros. Pour les années 2010 et 2011, il est prévu respectivement 12 000 \$ et 11 500 \$.

Dans la loi des finances, une ligne budgétaire pour le PEV a été créée depuis 2006 et cela ne devrait poser aucun problème pour le cofinancement à condition que les fonds soient décaissés à temps et versés vers le troisième trimestre de chaque année.

1.5 Comité de coordination interagences (CCI)

Combien de réunions le CCI a-t-il tenues en 2009 ?2.....

Veuillez joindre les comptes rendus (**document n°1 et 2**) de toutes les réunions du CCI tenues en 2009, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Citez les principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCI sur les points 1.1 à 1.4 : **Organiser une réunion entre les membres du CCI et la Direction Générale de la Santé de la Grande Comore pour poser le problème de la couverture vaccinale de cette grande île qui reste toujours plus basse que celle des 2 autres îles.**

Des organisations de la société civile sont-elles membres du CCI ? [**Oui / Non**]. Dans l'affirmative, lesquelles ?

² Vaccins traditionnels: BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1ère dose du vaccin antirougeoleux (ou vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-Hep et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Liste des OSC membres du CCI :

[Croissant Rouge Comorien](#)

1.6 Activités prioritaires en 2010-2011

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du PEV pour 2010-2011 ? Sont-elles liées au PPAC ?

Toutes ces activités sont liées au PPAc :

- Faire la surveillance de la méningite au laboratoire
- Réviser et vulgariser le guide national de vaccination
- Elaborer la politique nationale sur la sécurité des injections
- Réhabiliter les incinérateurs existants et en construire pour les autres districts qui brûlent à l'air libre
- Commander la chaîne de froid additionnelle en suivant le plan de réhabilitation
- Passer un contrat pour la maintenance de la chaîne de froid
- Organiser une évaluation de la gestion des vaccins
- Elaborer un plan de communication pour le PEV
- Organiser la campagne anti rougeoleuse
- Elaborer la proposition d'introduction du vaccin contre le Pneumocoque
- Elaborer le PPAc pour 2012-2014

2. Soutien aux services de vaccination (SSV)

2.1 Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2009

Fonds reçus en 2009 : \$US0\$.....
Solde (report) de 2008 : \$US31 522\$
Solde à reporter sur 2010 : \$US27 854 \$

Veillez rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination en utilisant les fonds du SSV en 2009.

Entretien et frais généraux : paiement des factures téléphoniques et internet = 668 613 kmf
Equipement de la Direction de la Promotion de la Santé : achat de matériel IEC= 1 362 245 kmf
Réparation de la chaîne de froid pour Mohéli = 65 000 kmf
Véhicules : réparation des véhicules de certains CSD pour appuyer la stratégie avancée = 362 000 kmf.

NB : 1\$= 335 francs comoriens (en date du 15 avril 2010)

2.2 Gestion des fonds du SSV

Une évaluation de la gestion financière (FMA) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2009 ? **NON** [**SI OUI**] : veuillez compléter la **partie A** ci-dessous.

[**SI NON**] : veuillez compléter la **partie B** ci-dessous.

Partie A : décrivez brièvement les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été remplies dans la gestion des fonds du SSV.

Il n'y a pas eu d'évaluation de la gestion financière (FMA) de GAVI avant ou pendant l'année calendaire 2009.

Partie B : décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour vos fonds du SSV. Indiquez si les fonds du SSV ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de santé. Signalez tout problème rencontré lors de l'utilisation du SSV, comme par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

Veillez inclure des détails sur : le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental) ; les procédures d'approbation des budgets ; la manière dont les fonds sont acheminés aux niveaux sous-nationaux ; les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national ; et le rôle global du CCI dans ce processus.

Les fonds sont gérés par le Ministère de la Santé, en collaboration avec les membres du CCIA.

Le panel de signature est constitué de 4 personnes :

- le Directeur National de la Santé
- le Directeur Général de la Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC)
- le Coordonateur Santé du Croissant Rouge Comorien
- le Représentant de l'OMS

Le compte bancaire qui est commercial fonctionne avec une triple signature, après présentation des factures pro forma retenues par la Coordination Nationale du PEV, et le chéquier est gardé par la CNPEV.

Après approbation du CCIA, les fonds sont débloqués et utilisés directement par la Coordination Nationale du PEV en concertation avec les Directions de la Santé des îles et les Médecins chefs des districts, tout en suivant le plan d'action validé préalablement par le CCIA.

Les pièces justificatives sont gardées au bureau du PEV après vérification.

Les fonds sont utilisés directement à partir du compte GAVI-Comores.

Un rapport financier est présenté aux membres du CCIA en début de chaque année ainsi qu'un plan de travail annuel élaboré par la Coordination Nationale du PEV avec les activités à financer par les partenaires et le Fonds GAVI.

2.3 Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009

Veillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009 (**document n°3**). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de SSV, de RSS, de soutien OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent, il faudra le joindre aussi (**document n°.....**).

2.4 Demande d'une récompense au titre du SSV

En juin 2009, le Conseil d'administration de GAVI a décidé d'améliorer le système de suivi des performances des programmes de vaccination et le calcul lié des récompenses subordonnées aux résultats. À compter de la période de rapport 2008, un pays peut prétendre à une récompense :

- a) si le nombre d'enfants ayant reçu les trois doses du vaccin DTC est plus élevé que l'année précédente (ou l'année ayant enregistré le meilleur résultat) ; et
- b) si la couverture administrative déclarée des trois doses du DTC (qui figure dans le rapport conjoint) correspond à l'estimation OMS/UNICEF de la couverture pour la même année.

Si vous pouvez prétendre à une récompense du SSV au titre des résultats du programme de vaccination de 2009 pour les trois doses du DTC, estimez le montant en \$US en remplissant le tableau 3 à l'annexe 1³.

³ Le CEI évaluera la section du rapport annuel de situation relative au SSV après que l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale aura été publiée.

3. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

3.1 Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2009

Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Remplissez le tableau 4.

Tableau 4 : Vaccins reçus pour les vaccinations de 2009 par rapport aux vaccins approuvés pour 2009

	[A]		[B]
Type de vaccin	Doses totales pour 2009 dans la lettre de décision	Date de la lettre de décision	Doses totales qui avaient été reçues fin 2009*
DTCHépBHib	33 100		26 400

* Veuillez aussi inclure toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] diffèrent,

Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (<i>Utilisation du vaccin plus faible que prévu ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stocks ? Problèmes avec la chaîne du froid ?...</i>)	<ul style="list-style-type: none"> Rupture de stock en fin d'année par floculation du nouveau vaccin Retard dans la commande des vaccins de la quote part du pays lié à une incompréhension entre Unicef pays et le gouvernement quant à la quantité à commander par rapport au financement débloqué
Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)	<ul style="list-style-type: none"> Orientation et formation des agents de santé concernés au niveau central sur les nouvelles procédures et disposition de GAVI

3.2 Introduction d'un nouveau vaccin en 2009

3.2.1 Si GAVI a approuvé votre demande d'introduction d'un nouveau vaccin en 2009, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et rendre compte de vos réalisations.

Vaccin introduit :	DTCHépB-Hib liquide monodose
Introduction progressive [OUI / NON] ::	Date d'introduction
Introduction sur tout le territoire national [OUI / NON] :	Date d'introduction : 1 ^{er} août 2009
Le moment de l'introduction est-il celui qui avait été prévu dans la proposition ? Dans le cas contraire, pourquoi ?	Oui. L'introduction était prévu après épuisement du stock de DTCHépB or ce dernier périmait en juillet 2009. Il est vrai que la commande du nouveau vaccin était prévu pour couvrir la moitié de l'année soit 6 mois, mais il nous a semblé préférable d'utiliser le tétravalent jusqu'à la fin du mois de juillet 2009 avant de passer au pentavalent en début août 2009.

3.2.2 Utilisation de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (appelée aussi « somme forfaitaire »)

Fonds reçus au titre de l'allocation d'introduction d'un vaccin :	\$US 100 000	Date de réception : 19 novembre 2008
---	--------------	--------------------------------------

Veillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction de nouveaux vaccins, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

Confection de fiches de recherche de perdus de vue et de leurs bacs= 1 005 000
Confection de fiches de croissance mises à jour= 4 050 000
Installation des panneaux solaires pour les districts qui devaient utiliser les réfrigérateurs solaires= 1 160 000
Confection des registres de vaccination mis à jour= 950 000
Formation des agents de santé, médecins chefs des districts, agents communautaires et médias sur le nouveau vaccin Hib= 8 403 250
Confection des fiches de pointage= 1 080 000
Achat de cahiers pour le recensement des nouveaux nés dans les villages= 200 000
Confection des fiches de monitorages= 200 000
Formation des responsables PEV des îles sur la gestion des vaccins= 1 280 975
Achat de consommables et matériels nécessaires à la surveillance de la méningite au laboratoire national= 848 740
Organisation de la supervision post introduction du nouveau vaccin au niveau des trois îles : 1 444 000
Mobilisation sociale= 240 250
Maintenance et entretien de la chaîne de froid= 112 500

Veillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues :

Les consommables et matériels nécessaires à la surveillance de la méningite au laboratoire national sont périssables avant 6 mois alors que nous avons demandé un stock annuel. L'utilisation des nouveaux outils pour la collecte des données, a été retardée à Mohéli et Anjouan à cause de l'envoi qui devait se faire par bateau. L'identification de nouveaux postes de vaccination à Anjouan ne répondaient pas aux critères d'installation des réfrigérateurs solaires, aussi 2 de ces réfrigérateurs ne sont pas encore installés et ces postes ne sont pas encore fonctionnels.

Existe-t-il un solde de l'allocation d'introduction qui sera reporté ? [OUI] [NON]

Dans l'affirmative, combien ? \$US.....45 588.....

Veillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds :

Supervision formative 2 fois dans l'année
Renforcement de la mobilisation sociale
Appui aux stratégies avancées
Entretien de la chaîne de froid

3.2.3 Détail des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009

Veillez joindre un état financier détaillé des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009 (**document n°4**). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

3.3 Rapport sur le financement conjoint du pays en 2009 (le cas échéant)

Tableau 5 : Quatre questions sur le financement conjoint du pays en 2009

Q. 1 : Y a-t-il eu des différences entre le calendrier prévu des paiements et le calendrier réel pendant l'année faisant l'objet du rapport ?			
Calendrier des versements du financement conjoint	Calendrier prévu des versements en 2009	Date des versements réels en 2009	Dates des versements proposées pour 2010
	(mois/année)	(jour/mois)	
1 ^{er} vaccin alloué (DTC-HépB-Hib)	Septembre 2009	Décembre 2009	Septembre 2010
2 ^e vaccin alloué (préciser)			
3 ^e vaccin alloué (préciser)			
Q. 2 : Montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées ?			
Versements des quotes-parts	Montant total en \$US		Montant total en doses
1 ^{er} vaccin alloué (préciser)	4 675 euros = 6866 US \$		1 650 doses
2 ^e vaccin alloué (préciser)			
3 ^e vaccin alloué (préciser)			
Q. 3 : Sources de fonds pour le financement conjoint ?			
1. Gouvernement			
2. Donateur (préciser)			
3. Autre (préciser)			
Q. 4 : Quels facteurs ont ralenti, entravé ou accéléré la mobilisation des ressources pour le financement conjoint des vaccins ?			
1. Le financement était disponible depuis 2008, il n'y a donc pas eu de problème de décaissement des fonds. Il a juste fallu clarifier les modalités de paiement des frais d'inspection, au niveau de l'Unicef, avant de pouvoir verser la part du gouvernement en décembre 2009.			
2.			
3.			
4.			

Si le pays est en défaut de cofinancement, veuillez décrire les mesures que le pays prévoit de prendre pour assumer ses engagements de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la Politique de GAVI sur le défaut de cofinancement : http://www.gavialliance.org/resources/9__Co_Financing_Default_Policy.pdf.

3.4 Évaluation de la gestion des vaccins/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins

Quant a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion des vaccins (EGV) / de la gestion efficace des entrepôts de vaccins (GEEV) [*novembre 2008*]

Si elle a été réalisée en 2008/2009, veuillez joindre le rapport (**document n°5**)

Un rapport sur l'EGV/GEEV doit être joint lorsque le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avec le soutien de GAVI avant 2008.

Un plan d'action a-t-il été préparé après l'EGV/GEEV ? [*OUI / NON*]

Dans l'affirmative, veuillez résumer les principales activités entreprises pour donner suite aux recommandations de l'EGV/GEEV et indiquer à quel stade de la mise en œuvre elles se trouvent.

- ➔ Remplacer la chambre froide nationale : avec l'appui de la JICA, la chambre froide nationale sera remplacée probablement en fin 2010 début 2011
- ➔ Doter les niveaux périphériques en glacières/porte vaccins aux normes OMS/UNICEF : toujours avec l'appui prochain de la JICA, les glacières et portes vaccins sont prévus être achetés pour les districts et postes de vaccination
- ➔ Introduire un service maintenance de la chaîne de froid au niveau de chaque région : un contrat de maintenance est en cours d'élaboration pour l'année 2010 avec une structure privée
- ➔ Uniformiser tous les supports de gestion PEV : l'utilisation de l'outil SMT est systématique depuis fin 2009 au niveau des responsables PEV des îles et une formation sur l'outil a eu lieu en septembre 2009.
- ➔ Renforcer les CSD en moyens de transport et équipement de la chaîne du froid : des réfrigérateurs solaires ont été installés dans 6 postes de vaccination et des véhicules ont été réparés dans certains districts pour appuyer les stratégies avancées.

Quand prévoit-on de mener la prochaine EGV/GEEV* ? [*novembre 2011*]

* Pendant la phase 2 de GAVI, tous les pays seront tenus de réaliser une EGV/GEEV au cours de la deuxième année du soutien au titre des nouveaux vaccins.

3.5 Changement de présentation d'un vaccin

Si vous préférez recevoir en 2011 une présentation vaccinale qui diffère de celle qui vous est actuellement fournie (par exemple, nombre de doses par flacon ; forme (liquide ou lyophilisée) etc.), veuillez donner les caractéristiques du vaccin et joindre le compte rendu de la réunion du CCI qui a recommandé le changement de présentation vaccinale. Si le vaccin est fourni par l'UNICEF, la planification d'un changement de présentation devrait commencer après la réception de la lettre de décision pour l'année suivante, en tenant compte des activités nationales requises pour modifier la présentation ainsi que de la disponibilité des approvisionnements.

Veuillez préciser ci-dessous la nouvelle présentation du vaccin : *pas de changement prévu*

Veuillez joindre le compte rendu de la réunion du CCI (**document n°.....**) qui a approuvé le changement demandé.

3.6 Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2010

Si 2010 est la dernière année de soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin donné et si le pays souhaite continuer à bénéficier du soutien de GAVI, il devra demander une prolongation de l'accord de financement conjoint conclu avec GAVI. Ce soutien commencera en 2011 pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour le vaccin [type(s) de vaccin] pour les années 2011-..... [année de fin]. En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat du vaccin [type(s) de vaccin], conformément aux niveaux minimaux fixés par GAVI pour les quotes-parts qui figurent à l'annexe 1.

L'extension pluriannuelle du soutien au vaccin [type(s) de vaccin] correspond au nouveau PPAC pour les années [1^{ère} et dernière années] qui est joint à ce rapport annuel de situation (**document n°.....**).

Le CCI du pays a approuvé cette demande de prolongation du soutien au vaccin [type(s) de vaccin] lors de la réunion dont le compte rendu est joint au présent rapport (**document n°.....**).

3.7 Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2011

Afin de demander un soutien pour les vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN) pour la vaccination en 2011, voici la marche à suivre :

1. Allez à l'annexe 1 (fichier Excel)
2. Sélectionnez la feuille correspondant aux vaccins pour lesquels vous demandez le soutien de GAVI en 2011 (p. ex. tableau 2 HepB & Hib ; tableau 4.2 Fièvre jaune, etc.)
3. Indiquez les caractéristiques des vaccins demandés dans le premier tableau en haut de la feuille (p. ex. tableau 4.1.1 Caractéristiques du vaccin Hep & Hib ; tableau 4.2.1 Caractéristiques du vaccin contre la fièvre jaune, etc.)
4. Vérifiez le soutien qui sera apporté par GAVI et la quote-part qui sera versée par le pays. Ces montants sont calculés automatiquement dans les deux tableaux (p. ex. tableaux 4.1.2 et 4.1.3 pour le vaccin Hep & Hib ; les tableaux 4.2.2 et 4.2.3 pour le vaccin contre la fièvre jaune, etc.).
5. Confirmez ci-dessous que votre demande pour le soutien aux vaccins en 2011 est conforme à l'annexe 1 :

[OUI, je confirme] / **[NON, je ne confirme pas]**

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi :

4. Soutien à la sécurité des injections (SSI)

Dans cette section, le pays devrait rendre compte du soutien de GAVI à la sécurité du matériel d'injection, d'une durée de trois ans, pour la vaccination systématique. Dans cette section, le pays ne doit pas rendre compte du matériel de sécurité des injections qui est reçu en lot avec les nouveaux vaccins financés par GAVI.

4.1 Réception du soutien à la sécurité des injections en 2009 (pour les pays concernés)

Recevez-vous un soutien à la sécurité des injections sous la forme d'un apport de fonds [OUI / NON] ou de matériel [OUI / NON] ?

Si du matériel de SSI a été reçu, veuillez rendre compte de la réception du soutien fourni par GAVI Alliance à la sécurité des injections en 2009 (si nécessaire, vous pouvez ajouter des lignes supplémentaires).

Tableau 7 : Matériel de sécurité des injections reçu en 2009

Matériel de sécurité des injections	Quantité	Date de réception

Veuillez signaler tout problème rencontré :

--

4.2 Progrès du plan de transition pour des injections sûres et une gestion sans risque des déchets piquants ou coupants.

Même si vous n'avez pas reçu de soutien à la sécurité des injections en 2009, veuillez rendre compte des progrès du plan de transition pour des injections sûres et une gestion sans risque des déchets piquants ou coupants.

Si le soutien a pris fin, veuillez préciser quels types de seringues sont utilisés et les sources du financement :

Tableau 8 : Sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2009

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV en 2009	Sources de financement de 2009
BCG	SAB	Unicef
Rougeole	SAB	Unicef
Anatoxine tétanique	SAB	Unicef
Vaccin contenant le DTC	SAB	GAVI et gouvernement en cofinancement

Veillez indiquer les modalités d'élimination des déchets piquants ou coupants :

Tous les services de vaccination utilisent les boîtes de sécurité pour la collecte des seringues autobloquantes utilisées.
 Certains Centres de Santé de Districts (CSD) brûlent leurs déchets à l'air libre ou alors les collectent et les envoient pour incinération dans les centres pourvus d'incinérateurs.
 Sur 9 centres de santé pourvus en incinérateur de type Monfort, 3 utilisent les leurs. Les 6 autres sont à réhabiliter, car fissurés pour la plupart. Le district du Centre qui est le plus peuplé, utilise l'incinérateur préfabriqué du Centre Hospitalier National : les postes de vaccination collectent leurs boîtes de sécurité et les envoient au CHN.

Le pays a-t-il une politique/un plan de sécurité des injections ? [OUI / NON]

DANS L’AFFIRMATIVE : Avez-vous rencontré des problèmes pendant la mise en œuvre du plan de transition pour des injections sûres et la gestion des déchets piquants ou coupants ? (Veillez répondre dans l'encadré ci-dessous)

DANS LA NÉGATIVE : Prévoyez-vous d'adopter un tel plan ? (Veillez répondre dans l'encadré ci-dessous)

Un nouveau plan stratégique de la sécurité des injections devait être élaboré en octobre 2009, avec l'appui de l'OMS, mais pour des raisons de calendrier l'activité n'a pas pu avoir lieu. Elle a été reconduite pour le 2^{ème} trimestre de l'année 2010.

4.3 Déclaration sur l'utilisation du soutien de GAVI à la sécurité des injections en 2009 (s'il a été reçu sous la forme d'un apport de fonds)

Les principaux secteurs d'activités suivants ont été financés (précisez le montant) pendant l'année dernière avec le soutien de GAVI à la sécurité des injections : **SO**

Fonds de GAVI reçus en 2009 (\$US) :

Montant dépensé en 2009 (\$US) :

Solde à reporter en 2010 (\$US):.....

Tableau 9 : Dépenses pour les activités de 2009

Activités de 2009 pour la sécurité des injections financées avec le soutien de GAVI	Dépenses en \$US
Total	

S'il existe un solde, indiquez ci-dessous les activités qui seront financées en 2010 :

Tableau 10 : Activités planifiées et budget pour 2010

Activités planifiées en 2010 pour la sécurité des injections financées avec le solde du soutien de GAVI en 2009	Budget en \$US
Total	

Liste de contrôle

Tableau 21 : Liste destinée à vérifier que le formulaire de rapport annuel est complet

Remplissez les cellules en blanc selon les modalités de soutien faisant l'objet du rapport annuel de situation. Dans chaque case en blanc, inscrivez O=document présenté ou N=document non présenté.

CONDITIONS OBLIGATOIRES (si l'une de ces conditions n'est pas remplie, le rapport NE SERA PAS EXAMINÉ PAR LE CEI)		SSV	SVN	RSS	OSC
1	Signature du rapport annuel de situation par le Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé)				
2	Signature du rapport annuel de situation par le Ministre des Finances (ou son représentant autorisé)				
3	Signatures des membres du CCI/CCSS dans le formulaire du rapport annuel de situation				
4	Compte rendu de la réunion du CCI/CCSS ayant avalisé le rapport annuel de situation joint au rapport				
5	Fichier Excel complété pour chaque demande de vaccin joint au rapport	X		X	X
6	États financiers joints sur le soutien de GAVI en apport de fonds		X		
7	Cohérence des cibles pour chaque vaccin (tableaux et Excel)	X		X	X
8	Justification des nouvelles cibles si elles sont différentes des cibles approuvées précédemment (section 1.1)	X		X	X
9	Niveau correct de financement conjoint par dose de vaccin	X		X	X
10	Rapport sur les objectifs atteints (tableaux 15,16, 20)	X	X		
11	PPAC joint en cas de nouvelle demande de soutien	X		X	X
AUTRES CONDITIONS		ISS	NVS		CSO
12	Solde prévu du stock le 1 ^{er} janvier 2010 à l'annexe 1	X		X	X
13	Cohérence entre les cibles, les chiffres de la couverture et les données des enquêtes			X	X
14	Plus récents rapports de vérification externe (exercice fiscal 2009)		X		X
15	Informations sur la procédure de gestion des apports de fonds		X		
16	Rapport de l'examen du secteur de la santé	X	X		X
17	Fourniture des nouvelles coordonnées bancaires				
18	Évaluation de la gestion des vaccins (EGV) jointe si le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avant 2008 avec le soutien de GAVI	X		X	X
19	Rapport du recensement des OCS (type A) joint	X	X	X	

5. Observations

Observations des Présidents du CCI/CCSS :

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque que vous aimeriez faire sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

- 1) Il a été retenu de mettre en place une unité d'audit interne pour le compte GAVI. L'OMS et l'Unicef feront partie de cette unité.
- 2) La proposition du RSS GAVI est à resoumettre pour cette année 2010.
- 3) Le prochain PPAC à élaborer ira jusqu'en 2014 pour être conforme aux différentes politiques du pays (DSCR, PNDS...). Ce sera donc un PPAC 2012-2014 vu qu'il y en a déjà un en cours jusqu'en 2011 (PPAC 2007-2011). Cependant l'élaboration de ce nouveau PPAC est à planifier dès cette année 2010.

~ Fin ~

ANNEXE 2 DU RAPPORT ANNUEL DE SITUATION DE GAVI
INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES
ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION
(SSV) ET À L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN

- I. Tous les pays ayant reçu un SSV / une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009 ou qui disposaient en 2009 d'un report de fonds SSV ou d'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport annuel de situation.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2009, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un relevé simple des recettes et des dépenses est présenté à la page 2 de la présente annexe.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2008 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2009)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2009
 - c. Autres recettes reçues en 2009 (intérêt, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2009
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2009, sur la base du **« système de classification économique de votre gouvernement »**. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre gouvernement, et les postes de dépenses applicables, par exemple : salaires et traitements. Si possible, veuillez rendre compte du budget pour chaque poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque poste au 31 décembre 2009 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2009. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ETATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN :

PERIODE DE JANVIER 2009 A DECEMBRE 2009

Document 3

	DOMAINES D'ACTIVITES	BUDGET APPROUVE EN 2009		REALISATIONS		EC.
		KMF	USD\$	KMF	USD\$	KMF
1	Subvention GAVI à l'introduction du nouveau vaccin contre le Hib	38 547 623	100 000	20 974 715	54 412	17 572 908
Activités réalisées						
1.1	FORMATION	3 669 734	9 520	9 684 225	25 123	-6 014 491
	formation pentavalent			8 403 250	21 800	
	formation sur l'outil de gestion des vaccins			1 280 975	3 323	
1.2	MOBILISATION SOCIALE	8 554 874	22 193	240 250	623	8 314 624
	mobilisation sociale à Anjouan			190 250	494	
	spot vaccins en 3 dialectes			50 000	130	
1.3	EQUIPEMENT ET ENTRETIEN DE LA CHAINE DE FROID	6 178 798	16 029	1 272 500	3 301	4 906 298
	installation des réfrigérateurs solaires			1 160 000	3 009	
	achat de mèches pour réfrigérateurs à pétrole			60 000	156	
	diagnostic et réparation des réfrigérateurs abimés à Ngazidja			52 500	136	
1.4	GESTION DU PROGRAMME	7 709 525	20 000	7 285 000	18 899	424 525
	multiplication fiches de croissance actualisées			4 050 000	10 506	
	multiplication des registres de vaccination actualisés			950 000	2 464	
	multiplication des fiches de perdus de vue actualisées			630 000	1 634	
	achats de cahiers de recensement pour les villages			200 000	519	

	multiplication de cahiers de pointages journaliers et des prérapports mensuels			1 080 000	2 802	
	confection des bacs à fiches de recherche de perdus de vue			375 000	973	
1.5	SURVEILLANCE ET SUIVI	7 709 525	20 000	2 492 740	6 467	5 216 785
	supervision formative			1 444 000	3 746	
	multiplication des feuilles de monitorages			200 000	519	
	achat de milieu de culture pour la surveillance de la méningite au laboratoire			848 740	2 202	
1.6	STRATEGIES AVANCEES	2 680 216	6 953	0	0	2 680 216
1.7	CHAMBRE FROIDE	2 044 951	5 305	0	0	2 044 951
	TOTAUX DES ACTIVITES	38 547 623	100 000	20 974 715	54 412	17 572 908

		KMF	\$
SOLDE AU 1er JANVIER 2010		17 572 908	45 588

PERIODE DE JANVIER 2009 A DECEMBRE 2009

	DOMAINES D'ACTIVITES	BUDGET APPROUVE EN 2009		REALISATIONS		ECARTS	
		KMF	USD\$	KMF	USD\$	KMF	USD\$
2	SECTEUR DU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION	11 789 010	35 191	2 457 858	7 337	9 331 152	27 854
	<i>Activités réalisées</i>						
	ENTRETIEN ET FRAIS GENERAUX			668 613	1 996		
	IEC/MOBILISATION SOCIALE			1 362 245	4 066		
	VEHICULES			362 000	1 081		
	EQUIPEMENT DE LA CHAINE DE FROID			65 000	194		
	<i>TOTAUX DES ACTIVITES</i>			2 457 858	7 337		

	KMF	\$
SOLDE AU 1er JANVIER 2010	9 331 152	27 854